

[Text]

States government quite as annoyed at us as we did. The Americans were negotiating with their cards very close to their chests; we were as well and then suddenly we broke out and made a unilateral decision which stiffened their opposition. This may work out in the long run: it is a risk that ones takes. It may be that if the Canadian government has Parliament unanimously behind it, we might win that one.

There are several other issues: for instance, between now and the end of May the President is going to have to decide what to do about oil. You cannot win them all, but I would like to win the important ones. When you take a position on one issue you have to ask yourself what are going to be the ramifications on the other issues.

Mr. Buchanan: If I could for a moment follow up on the comments of Professor Thomson. Do you feel from the point of view of lobbying we should be making changes in our operation? I do not suppose a government hires in effect lobbyists, but thinking in diplomatic terms rather than in terms of industry which you were expressing a few minutes ago, what suggestions do you have? You mentioned a political officer and I notice, for instance, the Americans always have one of their people in our gallery during Question Period, and always if there is a matter like this Arctic pollution control zone being discussed there is always one of them there. I do not know whether we pursue similar courses in the United States or just what our policy is there.

Professor Thomson: When I refer to lobbyists, of course I mean usually professional organizations in Washington which try to exert a certain influence on the decision-making process. I do not think the Canadian government wants to get into that.

There are officers in the Canadian embassy who are called officers responsible for political military affairs and the world politics is quite often evoked. But their definition of political affairs is very different from mine, perhaps because of my own political background.

It seems to me that if you have a civil servant who has gone to a university and then goes into External Affairs and he turns up five or ten years later and is responsible for political affairs in an embassy, whether

[Interpretation]

mettre le gouvernement des États-Unis dans une situation aussi embarrassante. Les Américains utilisaient leurs atouts le mieux possible et c'est ce que nous faisons lorsque soudainement nous avons pris une décision unilatérale qui a raidi leur opposition. Cette tactique peut se révéler bonne à longue échéance. C'est un risque à prendre, il se peut que si le gouvernement canadien est entièrement soutenu par son Parlement, nous pouvions gagner dans ce cas.

Mais il y a plusieurs autres questions en cause: par exemple, avant la fin de mai, le président va devoir décider de la ligne de conduite à prendre au sujet du pétrole. Vous ne pouvez pas gagner sur tous les plans, mais j'aimerais bien gagner cette manche. Lorsque vous décidez de prendre position au sujet d'une question en cause, il faut vous demander quelles vont être les ramifications des autres questions en cause.

M. Buchanan: Si vous me le permettez, j'aimerais continuer dans la même verve que le professeur Thomson. Est-ce que vous pensez que, du point de vue manœuvre politique, manœuvre d'agent de couloir, nous devrions changer de tactique? Je ne crois pas qu'un gouvernement prenne effectivement à son service des agents de couloir, mais pour parler en langage diplomatique plutôt qu'en langage industriel, comme vous le faisiez il y a quelques instants, quelles sont vos propositions? Vous avez parlé d'un agent politique, d'un représentant politique et j'ai remarqué, par exemple, que les Américains avaient toujours un représentant dans notre tribune, au cours de la période des questions et qu'il y en avait toujours un lorsque l'on étudiait des questions telles que le contrôle de la pollution dans l'Arctique. Je ne sais pas si nous faisons de même aux États-Unis ou quelle est notre ligne de conduite à ce sujet.

M. Thomson: Lorsque je parle de manœuvre dans les couloirs, naturellement, je fais allusion d'habitude aux organisations professionnelles à Washington qui essaient d'exercer une certaine influence dans le processus de prise des décisions. Je ne crois pas que le gouvernement canadien veuille se mêler de ce genre d'affaire.

Il y a l'ambassade du Canada, des agents que l'on désigne comme responsables de la question politique et militaire et le mot politique est souvent évoqué, mais leur définition des affaires politiques est très différente de la mienne. Peut-être, à cause de mes antécédents politiques.

Il me semble, que si vous avez un fonctionnaire qui a fait des études universitaires et qui s'est consacré à la carrière des affaires extérieures et que l'on place, cinq ou dix ans après, comme responsable des affaires